

Nouvelles de ces derniers temps - 26 septembre 2018

Tu fais trop long, me dit un lecteur. Maintenant on communique par Twitter, comme Trump ou Salvini. Quatre ou cinq lignes, et c'est fini, une insulte, une calomnie, une fausse nouvelle, c'est efficace, ça reste dans la tête des gens. Quelques-uns te répondront par cinq autres lignes d'insultes ou de fausses nouvelles, c'est ça aujourd'hui la « communication ».

Je lui ai répondu : oui mais moi je ne cherche pas du tout à faire de la « communication », je cherche seulement à « expliquer » ce qui se passe, pour aider mes lecteurs à devenir plus conscients de la réalité. Je le fais mal ? trop long ? C'est possible, je ne prétends pas à la « vérité », j'essaie simplement de « dire » pour ouvrir une discussion et que nous réfléchissions ensemble sur ce qu'il faudrait faire pour améliorer la situation. Personne ne lit ? Qui sait ? Ce serait triste pour l'état mental de mes concitoyens. Alors en attendant, je continue. Lisez plus, cela vous fera du bien.

1) Mais où va donc l'Italie ? Sommes-nous proches d'une nouvelle forme de fascisme ?

* Ne parlons pas à nouveau de **Salvini**, la presse internationale raconte ses discours ou ses *fake news* presque tous les jours. Tout cela est d'abord la préparation des élections européennes de 2019, et les médias disent la crise que cela provoque en Europe, après le Brexit, risque-t-on un *italexit* ? La droite et l'extrême-droite anti-immigrés s'affrontent, Hongrie/Autriche/Italie en tête d'un clan, France/Allemagne en tête de l'autre, mais chaque pays lui-même est divisé entre les deux camps, en France **Macron** contre **Marine Le Pen** et les anti-immigrés, en Allemagne **Merkel** contre son extrême-droite bavaroise, **Orban** dans un parti (anti)-européen, et **Salvini** dans un autre, **Salvini** d'une violence radicale, le M5S et la Ministre de la Défense ou le Président de la Chambre des Députés **Roberto Fico**, plus modérés et moins radicalement anti-immigrés. Le 3 septembre à une assemblée du PD, **Roberto Fico** du M5S a dit explicitement combien il était en désaccord avec la décision de **Salvini**, le Ministre de l'Intérieur, avec le blocage des ports italiens, mais sans vouloir faire de polémique dans le gouvernement.

Chacun veut sa part de voix et se demande quel discours le rendra plus séduisant, les « valeurs morales »



n'ont rien à voir dans tout ça, et il est vrai que les Italiens n'ont pas toujours tort de parler de l'hypocrisie de **Macron**, qui tient un discours humaniste sur les immigrés, mais leur ferme ses ports et ses frontières pour les renvoyer en Italie, comme à Ventimiglia ! **Macron** aussi pense aux élections, pris dans tant d'affaires, de **Benalla** à **Hulot**.

Nous disons « *fake news* » de **Salvini** ? C'est vrai qu'il n'hésite pas : récemment, il a twitté (comme Trump, lui aussi communique par *Twitter*, ça marche) que des nord-africains demandant asile se plaignaient aussi de ne pas avoir la télévision satellitaire et l'air conditionné, Ah, ces immigrés clandestins !! La Préfecture de la ville vénète évoquée a clairement démenti et engagé une enquête sur ce mensonge. Mais en attendant c'est sorti, et il est difficile de faire rentrer le dentifrice dans le tube quand on l'a sorti. Le doute est renforcé sur les immigrés. Et ce n'est pas un cas isolé, voir la presse.

Par contre, il est vrai que **Salvini**, outre les dénonciations de beaucoup d'associations et de journaux, est actuellement l'objet de plusieurs plaintes de la magistrature italienne pour non-assistance de personnes en danger, séquestration de personnes, contrainte (*coazione*), c'est le cas du Procureur d'Agrigente à propos du refus de laisser débarquer les immigrés dans les ports italiens (l'affaire de l'*Aquarius* et du *Dicciotti*, voir la presse du 30 août 2018). Il risque plusieurs années de prison ferme, mais il proclame que ces plaintes ne sont pour lui que des « médailles », et il sait qu'il est couvert par son immunité parlementaire, même s'il va à l'encontre de la loi italienne et européenne.

Il a dû malgré tout faire marche arrière dans les premiers jours de septembre et sur l'Europe et sur ses procès : après avoir accusé les juges de lui faire un procès politique, et avoir rappelé que lui était élu du peuple et eux non, comme le faisait déjà Berlusconi, il a suscité de telles critiques et de la part de

l'opposition du PD et de celle d'autres ministres du M5S, outre l'opposition des marchés financiers, qu'il a dû finalement dire qu'il respectait le travail des magistrats, qu'ils soient de droite (ANM) ou de gauche (CSM), sur les fonds de la Ligue et sur le *Diciotti*. Et à Cernobbio le 7 septembre, **Sergio Mattarella** a rappelé fortement l'attachement de l'Italie aux valeurs et aux institutions européennes. Marche arrière obligée, il était allé trop loin, dès qu'il pourra, reviendra-t-il à ses discours ou à ses twitt fascistants ?

Ainsi va l'actualité, sur le dos de milliers de pauvres dont on ne veut pas reconnaître la réalité, alors que l'immigration est loin de constituer le problème le plus important d'aujourd'hui. Mais c'est ce qui mobilise le plus les foules : veillons sur notre sécurité, celle de nos filles (confions-les plutôt à des prêtres pédophiles, ils préfèrent les petits garçons !), et ils nous prennent notre travail, nous qui en manquons déjà, et ils mangent notre argent, etc. comme les Africains surexploités dans le ramassage des tomates en Campanie ou dans les Pouilles ... Dramatique de bêtise et d'ignorance, entretenues par les discours des politiques ! À force de ne parler que de l'immigration, on finit par vivre dans ce fantasme et à oublier la réalité.

On a oublié aussi l'histoire, par exemple celle de l'arrivée du fascisme en Europe à partir de 1920, la sous-estimation de la proximité du danger dictatorial par les partis d'opposition (même **Antonio Gramsci** y avait parfois un peu cédé, avant d'être lui-même arrêté et envoyé à la mort dix ans après).



Au centre, Mussolini et le roi d'Italie, Victor-Emmanuel III en 1929

Un ami italien m'écrit le 30 août : « *Sur la situation italienne, on pourrait discuter des journées entières, mais passer du Parti Communiste où j'ai milité à Milan, pendant quelques décennies, au PD (Parti Démocrate-chrétien, pire que la vieille Démocratie Chrétienne), dirigé par les fils des banquiers et des entrepreneurs toscano-émiliens qui ont vu dans l'immigration la manne pour faire tourner leurs entreprises à bon marché, voir les nymphomanes se transformer en humanitaires avec de jeunes noirs musclés et des prêtres pédophiles se lécher les babines au sauvetage de centaines d'enfants crépus, et d'autres choses encore, ça ne me réjouit pas.*

Pendant ce temps à Venise comme à Cannes, des privilégiés et des putains se permettent aussi de présenter des films engagés aux dépens de cinq millions de pauvres gens qui vivent au seuil de la pauvreté, les médias européens en connivence avec la finance et les intellectuels pour regarder le trou du cul de l'absolu.

Quant à Salvini, il incarne aujourd'hui avec plus de courage la moyenne de l'ignorance et du jésuitisme italique ».

On peut être choqué, on peut ne pas être tout à fait d'accord et dire qu'il y a d'autres aspects de l'Italie (heureusement il y en a), on peut aussi contester le « courage » attribué à Salvini, ce texte n'en est pas moins significatif de la réalité sociale d'aujourd'hui.

Attendons maintenant de voir si ce gouvernement **Conte** tiendra longtemps, si **Salvini**, qui monte dans les sondages (autour de 32%, contre 28/29% au M5S, toujours 16/17% au PD et 8/9% à Forza Italia qui remonte légèrement), va créer la nécessité de nouvelles élections et faire tomber le gouvernement pour prendre le pouvoir, il a même parlé une fois d'organiser une « *marche sur Rome* », et il a démenti pour ne pas rappeler ce souvenir historique douloureux, si le M5S va rompre enfin avec la Ligue et se rapprocher d'une autre politique, et surtout si les Monopoles et les marchands d'armes vont décider ou non de soutenir le fascisme ... En attendant on parle peu de ce que fait le gouvernement pour créer un nouveau monde, mais fait-il quelque chose pour résoudre les difficultés que vit le peuple italien. Les observateurs ont raison d'être inquiets. Et que fera-t-il quand il faudra choisir entre le financement universel voulu par Di Maio et la suppression de la *flat tax* voulue par Salvini ? C'est plutôt contradictoire !

Il ne suffit pas d'envoyer à la presse des appels moralisants comme celui de **Roberto Saviano**, ou plus politiques comme celui de **Massimo Cacciari**, l'ancien Maire de Venise, le 3 août dernier sur *La Repubblica* avec quelques autres intellectuels. C'est bon d'informer, mais ce qui manque c'est une véritable force politique qui puisse s'opposer à la politique réactionnaire de la Ligue, et cette force ne

peut pour le moment venir que d'un PD qui se serait débarrassé de Renzi et du renzisme, et on en est loin, ou d'un M5S qui se serait débarrassé de ses ignorances de l'histoire et de ses ambitions électoralistes, et on en est loin aussi, Davide Casaleggio et Beppe Grillo veillent dans l'ombre.

Encore une chose : **la Ligue ne s'intéresse pas réellement au problème migratoire, sinon comme argument électoral** qui permet de tromper le peuple. La preuve ? Voir la presse du 13 juin 2018. En deux ans il y a eu 22 réunions de la Commission européenne destinée à étudier la réforme du Traité de Dublin, le délégué de la Ligue, **Lorenzo Fontana** (photo ci-dessous), l'actuel très réactionnaire Ministre de la Famille, soutien de **Salvini**, n'a assisté à aucune, et les élus de la Ligue se sont abstenus lors du vote final en novembre 2017. Or ce texte aurait permis d'effacer la règle selon laquelle le migrant devait être renvoyé dans le pays par lequel il était arrivé en Europe, en l'occurrence Italie ou Grèce, et de le renvoyer vers un des pays ayant reçu le moins d'immigrés, par exemple la Hongrie de **Orban** qui n'en a aucun. Mais **Orban** est aujourd'hui un allié de **Salvini** ! Ce que veut la Ligue, ce n'est pas assumer et résoudre la question de l'immigration, mais simplement bloquer toute immigration et faire des voix là-dessus.



Un autre point inquiétant est la mise en cause de la magistrature par la Ligue : Salvini dit au Procureur « *Moi je suis un élu du peuple, vous vous n'êtes rien qu'un fonctionnaire, et vous n'avez pas à intervenir dans les affaires politiques* ». C'est un refus grave de la séparation des pouvoirs, base de la Constitution et de tout régime démocratique. Devant la loi, tous les citoyens, élus ou pas, sont égaux. Pour les élus il faut simplement que la magistrature demande la levée de l'immunité parlementaire, que le Parlement peut refuser comme il l'avait toujours fait pour **Giulio Andreotti**, avec l'appui des communistes.

2) Va-t-on d'ailleurs vers une rupture entre M5S et Ligue et vers un nouveau Parti Démocrate-Chrétien ?

Les choses commenceraient-elles à se gêner entre le M5S et la Ligue ? En tout cas, quelques responsables du M5S commencent à prendre leurs distances. Par exemple **Roberto Fico** (1974-), Président de la Chambre des Députés. Le 08 août 2018, il a donné à *La Repubblica* une interview (reproduite par *Il Fatto Quotidiano*) où il insiste sur le fait que le gouvernement est né « *non pas d'une alliance mais d'un*



Roberto Fico

contrat » et où il rappelle qu'aux prochaines élections européennes, il n'y aura pas de listes communes M5S/Ligue. « *Nous sommes des forces politiques bien distinctes et alternatives* », c'est-à-dire concurrentes et d'opinions opposées sur beaucoup de grands problèmes, les migrants, les grands travaux (la ligne TAV Lyon-Turin à laquelle le M5S s'est toujours opposé tandis que la Ligue l'approuve), la loi Mancino (loi du 25 juin 1993 qui condamne et sanctionne les slogans et les gestes liés à l'idéologie nazifasciste et qui incitent à la violence et à la discrimination pour raisons raciales, religieuses, ethniques ou nationales) à laquelle le M5S est favorable tandis que la Ligue l'a toujours combattue, la loi sur le caporalat d'octobre 2016 que la Ligue refuse et que le M5S soutient (la loi qui condamne les « caporaux » et les entrepreneurs qui surexploitent la main-d'oeuvre saisonnière en agriculture)

Sur les migrants, Fico s'est déjà exprimé plusieurs fois, soulignant que « *les conditions inhumaines dans lesquelles vivent ces personnes ne sont*

pas dignes d'un pays civilisé » et prenant comme référence la façon dont le Canada les accueille et les intègre. Il pose aussi des conditions au renvoi des migrants dans des centres libyens, exigeant qu'ils soient sous contrôle international et qu'il n'y en

ait pas d'illégaux : position toute différente de celle de **Salvini** ou de celle de **Minniti**, l'ancien ministre PD qui négociait avec les groupes mafieux libyens. En somme Fico veut se distinguer de la Ligue sur des points essentiels comme l'antifascisme, la lutte contre la surexploitation des travailleurs et des migrants, ou l'accueil des migrants.

Les conflits entre M5S et Ligue se développent aussi dans plusieurs communes, par exemple à Livourne. le Maire de cette commune, **Filippo Nogarin**, avait condamné des violences de la police contre une manifestation populaire d'opposition, le représentant de la Ligue, **Lorenzo Gasperin**, l'avait accusé de vouloir protéger les boss de la mafia et de la camorra, et Nogarin a porté plainte contre lui ; pour la Ligue,

une opposition au gouvernement est comparable à de la délinquance et doit être réprimée : on est proche des positions d'Erdogan en Turquie et de celles de tous les autres dictateurs européens ou autres. Les mêmes oppositions se rencontrent, même entre ministres, sur le mariage homosexuel, ou sur l'ouverture des ports aux bateaux qui ont sauvé des migrants, sur le droit du sol ou le droit du sang. Ne parlons pas de ces problèmes de fond que sont la fraude fiscale, la mafia, le logement, etc.

Dans le même sens, soyons attentifs aux **tentatives de reconstitution d'une nouvelle forme de démocratie chrétienne**. Depuis sa disparition en 1994, jamais l'idée n'en a été abandonnée, mais elle est reprise aujourd'hui par quelqu'un comme **Mario Giro** (1958-), qui fut vice-ministre des Affaires Étrangères du Gouvernement Renzi. C'est un ancien syndicaliste de centre-gauche qui vient de la communauté de Sant'Egidio, où il a reçu un prix de la Fondation Chirac pour son travail de médiation dans plusieurs pays d'Afrique et d'Amérique. Sa proposition est de former un nouveau parti catholique qu'il appellerait *Démocratie Solidaire*, qui doit réunir sa première assemblée à Rome vers mi-septembre 2018, en faisant un appel « œcuménique » aux catholiques, protestants, laïques et personnes de toute provenance, pour tenter de résoudre les vrais problèmes des Italiens dans le respect des valeurs de la Constitution et de l'Unité, au lieu des les exploiter de toutes les façons dans un but bassement électoral. Il veut par là « *rammendare* » (reprendre) la société italienne, selon le mot utilisé par le **cardinal Bassetti**. Voyons comment va se développer cette initiative dans les semaines qui viennent. C'est une vision de la société et du christianisme qui est explicitement à l'opposé de celle de **Salvini** et de la Ligue, dont **Giro** ne cite jamais le nom.



Voilà quelques aspects de la situation politique italienne. Actuellement, il est clair que chacun tente de se placer dans les meilleures conditions pour obtenir le maximum de voix aux prochaines élections européennes, dans une situation internationale où les responsables tentent à la fois de barrer la route aux déviations nationalistes et néofascistes, et de combattre le front d'extrême droite qui se profile aujourd'hui de la Hongrie d'**Orban** à l'Italie de **Salvini**. D'où les appels de **Michelle Bachelet** (Voir sa critique de **Salvini** du 18 septembre 2018), la nouvelle Haut-commissaire pour les Droits Humains au Conseil de Genève, et de beaucoup d'autres de diverses nationalités.

En Italie, la réalité budgétaire rattrape le gouvernement

La coalition Ligue-5 étoiles, qui ne pourra pas tenir ses promesses, traverse sa première épreuve politique

ROME - correspondant
L'affaire a commencé comme une fuite embarrassante et, en moins de trois jours, elle a pris les proportions d'une déclaration de guerre. Jeudi 20 septembre est diffusé par le Huffington Post italien l'enregistrement de propos particulièrement violents du porte-parole de la présidence du conseil, Rocco Casolino, figure du Mouvement 5 étoiles (M5S), tenu à deux journalistes. « Au M5S, on a préparé une "mezzavendetta" s'il ne devait pas y avoir l'argent pour le revenu de citoyenneté. Dans ce cas-là, toute l'année 2019 sera consacrée à éliminer une moitié de gens du ministère de l'économie. »
Loin de condamner ces menaces de purge, prôchées par une Ligue atypique du gouvernement - Rocco Casolino s'est fait connaître au début des années 2000 en participant à une émission de télé-réalité - le président du conseil, Giuseppe Conte, a réaffirmé sa « confiance » à son collaborateur, tandis que l'ensemble des dirigeants du M5S faisaient corps avec lui, déplorant la malhonnêteté de journalistes prêts à diffuser sans scrupule le contenu de discussions privées et confidentielles.
Sur le fond de la déclaration, rien à dire : le M5S dénonce régulièrement l'obstruction des « technocrates » du Trésor, qui, selon lui, font obstacle à sa volonté d'investir. Et cette colère n'est pas

Après les déclarations belliqueuses de cet été à l'encontre de Bruxelles et des marchés, la coalition opère un virage tactique

Après avoir multiplié les promesses mirabolantes durant la campagne pour les élections du 4 mars, dont ils ont été les deux grands vainqueurs, la Ligue (extrême droite) et le M5S (antisystème) ont formé, le 1^{er} juin, un gouvernement chargé d'appliquer le « contrat » conclu entre eux. Un texte qui additionnait les promesses des deux formations plutôt qu'il ne cherchait un compromis entre elles, selon l'accord, le « gouvernement du changement » était notamment censé mettre sur pied deux mesures contradictoires, une baisse des impôts sans équivalent, la « flat tax » voulue par la Ligue, et un embryon de revenu universel, le « revenu de citoyenneté », réclamé par le M5S. En tout, ces divers engagements représentaient, selon les estimations, au moins 100 milliards d'euros par an de dépenses nouvelles.



Luigi Di Maio, vice-premier ministre, et Matteo Salvini, vice-président du conseil, le 1^{er} juin à Rome. ALBERTO PIZZILLO/EP

marges de manœuvre, afin de donner l'impression de ne pas que transpirer. Pour les 5 étoiles, en revanche, c'est plus complexe : Le dernier moyen le devrait déjà frôler les 2 % de flit avant même l'adoption.

Le 25 septembre, *Le Monde* a consacré une page entière de son supplément économique à la situation italienne, soulignant d'une part les contradictions entre les priorités du M5S et celle de la Ligue, et d'autre part l'incapacité de la coalition actuelle à s'attaquer aux faiblesses de fond de l'économie. Comment réaliser à la fois la promesse électorale du M5S, créer un « *revenu de citoyenneté* », et celle de la Ligue, créer la « *flat tax* » qui uniformiserait l'impôt sur le revenu et se traduirait par une baisse générale de l'impôt et donc par une perte pour l'État ? Le tout coûterait

100 milliards d'euros, que l'Italie est bien incapable de se procurer. Et il ne suffira pas d'accuser l'Europe et l'euro d'être responsables des déficits énormes de l'Italie et de ses problèmes : un chômage qui est remonté à 10,4%, une croissance limitée à 1,2% et une dette publique qui atteint 133,4% du produit intérieur brut (PIB = *prodotto interno lordo*).

3) Un discours très politique du pape sur l'immigration

Un récent discours du **pape François** prend toute sa signification dans ce contexte. Il y a eu à Rome en septembre une conférence mondiale sur la xénophobie, le racisme et le nationalisme populiste dans le contexte des migrations mondiales. Le pape y a participé et a fait un discours très dur contre ceux qui refusent d'accueillir les migrants ; or le pape, chef spirituel de l'Église, est aussi un chef d'État politique, et il est probablement un politique très avisé. « *Nous vivons, – dit-il –, des temps où semblent reprendre vie et se répandre des sentiments qui à beaucoup semblaient dépassés. Sentiments de suspicion, de crainte, de mépris et même de haine à l'égard d'individus et de groupes jugés différents en raison de leur appartenance ethnique, nationale et religieuse* ». Comme à son habitude, le pape ne nomme personne, mais son propos est assez explicite pour qu'on reconnaisse les destinataires de l'attaque, en particulier les Italiens de la Ligue. Il continue : « *Ceux qui tirent un avantage économique du climat de méfiance envers*



l'étranger, dans lequel l'irrégularité et l'illégalité du séjour favorise et nourrit un système de précarité et d'exploitation, parfois à un tel niveau qu'il donne vie à de véritables formes d'esclavage, devraient faire un profond examen de conscience, dans la certitude qu'un jour ils devront rendre compte devant Dieu des choix qu'ils ont faits ». Il a souligné aussi la tentation actuelle « *d'instrumentaliser les peurs et les difficultés objectives de quelques groupes et de se servir de promesses illusoire pour des intérêts électoraux myopes* ». Il vise exactement ce que fait la Ligue, exploiter et développer un sentiment d'insécurité sur le thème de l'immigration pour essayer de gagner des voix, c'est illusoire à long terme mais efficace à court terme.

Derrière cela, le pape pense à diverses situations, en particulier à celle de l'Italie, où il espère probablement un sursaut des catholiques, et, qui sait, une nouvelle organisation politique catholique ouverte qui comble le vide actuel de l'opposition.

C'est l'occasion de souligner une fois de plus combien cette obsession de l'immigration est hors de la réalité. On est dans une nouvelle période de migration mondiale, en particulier à cause des conflits que nous avons souvent provoqués et que nous entretenons par nos ventes d'armes aux protagonistes. Une émission récente de France 2 (*Histoires d'une nation*) rappelait récemment que la France s'était développée grâce aux étrangers qui constituaient 20 à 25% des « français », et que nous avons accueilli plus d'un million d'étrangers avant la seconde guerre mondiale, sans parler de l'exploitation économique et militaire des habitants de nos « colonies » : c'est par cette immigration que nous avons pu survivre, gagner et devenir une grande puissance. Alors, c'est bien qu'on reconnaisse aujourd'hui, plus de 50 ans après, les harkis, mais il serait aussi important qu'on reconnaisse d'abord la réalité actuelle, les migrations d'aujourd'hui, et qu'on se mette à les traiter positivement au lieu de fermer nos frontières.

C'est l'occasion de souligner une fois de plus combien cette obsession de l'immigration est hors de la réalité. On est dans une nouvelle période de migration mondiale, en particulier à cause des conflits que nous avons souvent provoqués et que nous entretenons par nos ventes d'armes aux protagonistes. Une émission récente de France 2 (*Histoires d'une nation*) rappelait récemment que la France s'était développée grâce aux étrangers qui constituaient 20 à 25% des « français », et que nous avons accueilli plus d'un million d'étrangers avant la seconde guerre mondiale, sans parler de l'exploitation économique et militaire des habitants de nos « colonies » : c'est par cette immigration que nous avons pu survivre, gagner et devenir une grande puissance. Alors, c'est bien qu'on reconnaisse aujourd'hui, plus de 50 ans après, les harkis, mais il serait aussi important qu'on reconnaisse d'abord la réalité actuelle, les migrations d'aujourd'hui, et qu'on se mette à les traiter positivement au lieu de fermer nos frontières.

4) « **Caporalat** » ou mafia dans l'exploitation des immigrés des Pouilles ?

Début août à Foggia (Cf. la presse du 8 août 2018), **Matteo Salvini** a déclaré que l'exploitation des migrants des Pouilles n'était qu'un problème de mafia, mais pas de main d'œuvre au noir ou de caporalat. C'est le syndicaliste **Yvan Sagnet** qui lui a aussitôt répondu que cela était un mensonge. Sagnet est venu en Italie du Cameroun pour faire ses études, il a obtenu un diplôme d'Ingénieur des Télécommunications délivré par l'Institut Polytechnique de Turin, et il travaille actuellement en Sicile. En 2017, il a été nommé Chevalier de l'Ordre du Mérite par le Président de la République, **Sergio Mattarella**. Il était en août à Foggia à la *Marche des bérets rouges* organisée par la CGIL, la CISL et l'UIL pour soutenir la première grève des travailleurs agricoles de Nardò, ville des Pouilles.



Sagnet explique dans une interview que l'exploitation des travailleurs agricoles par les petits chefs que sont les « caporaux » ne naissait pas de la criminalité organisée de la mafia, mais des quelques grands patrons, propriétaires fonciers et représentants de la grande distribution qui décident de s'enrichir

illégalement en exploitant en particulier les travailleurs immigrés.

Selon un Rapport publié récemment par la *Fédération des Travailleurs agricoles italiens (Flai) de la CGIL*, il y a environ 1 million deux cent mille travailleurs agricoles, dont un tiers, environ 430.000, italiens et immigrés, sont victimes d'une grave exploitation. Il faudrait y ajouter les « travailleurs gris », ceux qui ont une carte de travail régulière, mais qui ne sont pas rétribués selon la loi, particulièrement s'ils sont noirs (payés plusieurs euros de moins que les blancs). C'est grâce à ces sous-salaires et à ces compressions des droits que l'agriculture italienne peut être florissante et, posons-nous la question, que l'on peut trouver sur le marché de Turin des fruits et légumes venus du Sud à des prix incroyablement bas.

Il y a bien une loi pour combattre ces phénomènes, la loi 199 de 2016, un texte positif, le seul en Europe qui punit pénalement l'exploitation grave des travailleurs qui dure depuis plus d'un siècle, les autres ne prévoyant que des sanctions administratives : avant la loi, un « caporal » et l'entrepreneur qui l'employait n'était puni que de 50 euros d'amende. Maintenant la loi permet de punir plus sérieusement, mais le problème reste l'insuffisance des contrôles de l'Inspection du Travail dans les entreprises. La loi oblige aussi les entreprises à assurer un transport sûr des travailleurs (récemment 16 sont morts en trois jours dans les accidents de fourgonnettes surchargées) et un logement décent, alors qu'actuellement la plupart de ces travailleurs sont logés dans de vieilles baraques sans confort ou dans des sortes de ghettos. Or cette loi reste en grande partie lettre morte : selon l'UIL, sur 27.000 entreprises de la Province de Foggia, seulement 80 seraient en règle. La loi a permis quelques sanctions : quelques caporaux et entrepreneurs ont été condamnés à 11 ans de prison pour avoir réduit en véritable « esclavage » des travailleurs, c'est une goutte d'eau dans la mer, la loi est bonne, mais dans la réalité rien n'a changé car elle n'est pas appliquée. Et la Ligue est contre cette loi.



Alors inutile d'essayer de reporter sur la mafia l'exploitation capitaliste des travailleurs : il y a une zone d'ombre, et la mafia cherche bien sûr à s'y infiltrer, mais la cause de l'exploitation n'est pas là, cela ne fait que l'aggraver. C'est encore une fois le système économique dominé par les puissances d'argent qui est la véritable cause de l'esclavage.

En juillet, le **cardinal Gualtiero Bassetti**, Président de la Conférence Épiscopale Italienne (CEI) avait protesté contre les « *conditions de vie inhumaines* » imposées aux migrants de Foggia, il avait dit son effarement (*lo sgomento*) et son indignation (*lo sdegno*) après les accidents de fourgon qui avaient tué 16 jeunes travailleurs en trois jours. « *Ils ne peuvent pas vivre dans des taudis (tuguri) comme des rats* ».

Et le 17 juin, le Ministre des Affaires Étrangères avait rappelé, dans un discours à l'occasion de la Journée du Sacrifice du Travail italien dans le monde, pour le 62e anniversaire du désastre de Marcinelle, que l'Italie avait été une « nation d'émigrants », et que la « liberté de circulation des travailleurs » devait rester un objectif et une condition d'intégration ; il a souligné aussi combien les émigrants italiens avaient contribué à enrichir les pays où ils étaient arrivés, économiquement et culturellement. Cette déclaration a évidemment fait protester les néofascistes de *Fratelli d'Italia*.

5) *Charlie Hebdo* et le pont de Gênes.

Dans son numéro 1361 du 23 août, l'hebdomadaire a fait scandale en Italie par sa couverture qui a rapproché la chute du pont Morandi de la situation des immigrés en Italie par l'image d'un Africain noir qui balaie les débris sur le sol avec un balai rustique. Le vice-ministre des Transports, de la Ligue et de Gênes, **Edoardo Rixi**, a vivement protesté, tandis qu'un humoriste génois, **Luca Bizzarri**, a répliqué en disant que ce dessin était en effet dégoûtant mais que c'était le travail des humoristes de mettre le doigt sur le manque de sérieux dans le traitement des problèmes.





Charlie Hebdo avait déjà fait discuter les Italiens lorsqu'en novembre 2016, il avait publié en couverture l'image de trois hommes déguisés en spécialités culinaires, les victimes ensanglantées du séisme (au jus de tomates) et ceux qui finissaient en lasagnes sous les décombres. Dans son numéro de janvier 2017, la revue avait aussi publié une image évoquant l'avalanche des Abruzzes (120.000 tonnes de neige, glace, boue, roches) sur l'hôtel Rigopiano qui avait fait 29 morts, la mort tenant deux faux à la place des bâtons de ski, qui descendait sur la neige en déclarant qu'il n'y en aurait pas pour tout le monde. Cela voulait signifier ce que relève l'enquête judiciaire, la responsabilité des autorités qui avaient laissé construire cet hôtel dans une zone déclarée à risque et qui n'avaient pas informé la commune du

risque d'avalanche qui se préparait ni fait évacuer l'hôtel. De la même façon, l'accident du pont de Gênes est probablement dû aux négligences humaines dans la construction des ponts italiens, dont un certain nombre se sont écroulés depuis une dizaine d'années.

Maintenant, la discussion va être interminable sur le jugement des responsables, et sur les reconstructions à faire. En attendant, qui relogera les habitants des maisons qui se trouvaient sous le pont ?



6) Mogol président de la Siae

Le 10 septembre dernier, la presse a annoncé l'élection à l'unanimité de **Mogol (Giulio Rapetti, Milan 1936-)** à la présidence de la Siae (**Società Italiana degli Autori ed Editori**, l'équivalent italien de la Sacem française). Il sera assisté par le vice-président sortant, **Paolo Franchini, Andrea Purgatori** comme président du Conseil de Surveillance (journaliste et enseignant de cinéma) et plusieurs conseillers, **Salvatore Nastasi** (le gendre d'un personnage connu du régime, **Giovanni Minoli**), **Roberto Razzini** (directeur de la Warner Chappell Music Italiana), **Claudio Buja** (président de l'Universal Music Ricordi et de la Société d'éditeurs musicaux *Emusa*) et **Federico Monti Arduini** (le « gardien du phare », son nom de scène, le seul auteur et compositeur du Conseil).



Dans l'immédiat il veut lutter pour la défense des droits d'auteurs, contre le projet du Parlement Européen de laisser la voie libre sur Internet aux grandes multinationales qui n'auraient donc plus à payer de droits d'auteur. Ils ont les

milliards, dit Mogol, nous nous avons raison.

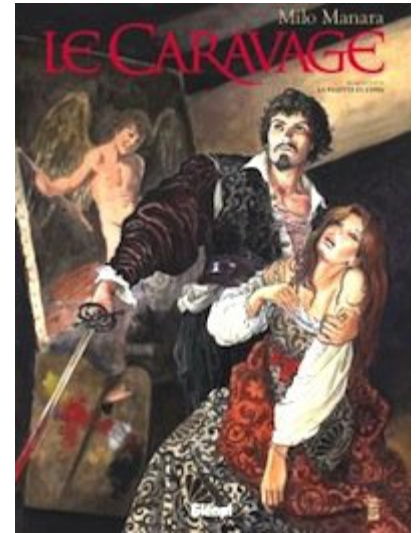
Rappelons que Mogol, fils de **Mariano Rapetti**, directeur de la *Ricordi* et parolier, a commencé sa carrière au début des années 1960 avec *Il cielo in una stanza* de **Gino Paoli** et **Mina**, *Al di là* par **Luciano Tajoli** et **Betty Curtis** qui gagne le Festival de Sanremo en 1961. Mogol écrit des textes de chansons, traduit **Bob Dylan**, **David Bowie** et d'autres auteurs étrangers. Puis en 1965, c'est la rencontre de **Lucio Battisti** qui scelle son succès jusqu'à leur rupture de 1980. IL travaille avec plusieurs autres chanteurs dont **Riccardo Cocciante**, **Adriano Celentano**, **Gianni Bella** et **Gianni Morandi**. Il fonde en 1992 une école de formation de jeunes chanteurs, compositeurs, paroliers, le CET (Centro Europeo di Toscolano) en Ombrie près de Terni.

Rappelons que **Gino Paoli** avait dû démissionner de la présidence le 19 mars 2015, qu'il exerçait depuis le 17 mai 2013, suite à son inculpation par le tribunal de Gênes pour évasion fiscale (deux millions d'euros placés dans une banque suisse).

7) Radici, Expos

N'oubliez pas qu'il y a à Paris à partir de septembre deux expositions sur l'Italie :

* **Caravage à Rome, amis et ennemis**, au Musée Jacquemart-André, du 21 septembre 2018 au 28 janvier 2019. Exposition exceptionnelle sur les œuvres peintes à Rome par le Caravage, de 1592 à 1606, avec 10 chefs-d'œuvre du peintre dont 7 jamais présentés en France ; ils sont exposés avec quelques œuvres de peintres contemporains du Caravage, **Annibale Carracci**, le **Cavalier d'Arpino**, **Orazio Gentileschi**, **Giovanni Baglioni** ou **Ribera**. Ses amis sont en particulier ses deux mécènes, le **marquis Giustiniani** (1564-1637) et le **cardinal Francesco Maria Del Monte** (1549-1627), et ses ennemis et rivaux, dont **Ranuccio Tomassoni** que le Caravage tue en 1606, ce qui l'oblige à fuir Rome pour échapper à la peine de mort.



Et profitez-en pour relire la **BD de Manara, La palette et l'épée**, Glénat, 2015. **Le tome 2 sortira en novembre 2018.**

* **Éblouissante Venise - Les arts et l'Europe au XVIIIe siècle**, au Grand Palais, du 28 septembre 2018 au 21 janvier 2019. Hommage aux artistes qui animent la « *Serenissima* », Piazzetta, Tiepolo, Canaletto, Vivaldi, Porpora et d'autres. Une exposition en effet magique, semble-t-il. Et lisez auparavant **notre dossier sur Venise et sur les arts à Venise.**



Et puis, si vous ne l'avez pas encore fait, lisez le numéro de mai-août de Radici : de bons articles sur l'actualité, une série de photos sur les beautés de la province italienne, de Crémone à la Sicile, un article sur Riace, cette petite ville décadente qui revit grâce aux immigrés, une interview de Barbara Jatta, nouvelle directrice et première femme à l'être des Musées du Vatican (photo ci-contre), un long article sur Aldo Moro (nous y reviendrons), un autre sur Sandro Pertini et sa politique de mains propres, une femme chef d'orchestre, Beatrice Venezi, sur un conteur-voyageur, Mimmo Cuticchio. Et puis, le rappel d'un partisan qui sauva des Juifs pendant la guerre, une évocation des centres de pouvoir des Longobards à partir du VIe siècle, et de nombreuses recettes utiles pour mieux manger, deux petits articles de grammaire et diverses notes sur le premier homme arrivé en Italie, il y a 900 ou 800 mille ans, etc.

7) Mort de Pier Giorgio Faraglia

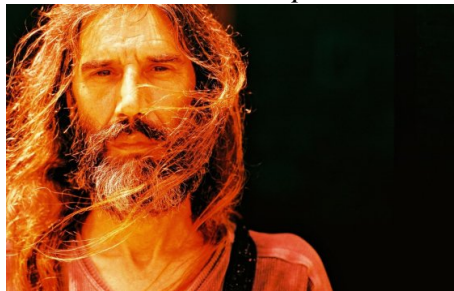
Le 10 mai 2018, **Pier Giorgio Faraglia** est mort. On ne le connaissait guère en France, c'est dommage. C'était un *cantautore* romain, auteur, guitariste, chanteur, musicien de rue ; il avait son studio d'enregistrement à Sellano, en Ombrie, son pays natal. Il avait publié de beaux disques, dont *L'uomo nero*, et obtenu plusieurs prix, mais c'était un homme discret, qui faisait son beau travail calmement sans bruit médiatique. « *Nun rompe er cazzo e sona* », disait-il, ne casse pas les couilles et joue. C'est un cancer de la langue qui l'a emporté en 7 mois, il avait 52 ans.



8) Honneur à Maria carta et à Andrea Parodi

Le 16 septembre dernier, les deux grands *cantautori* sardes ont été faits citoyens d'honneur de la commune sarde de Sarùle, dans l'ouest de la province de Nuoro. C'est de là qu'était originaire l'auteur d'une des grandes chansons de nos deux interprètes, *No potho riposare*, Salvatore Sini : c'est ce qu'annonce La Nuova Sardegna du 20 septembre .

Le texte de nomination dit : « *Per avere conseguito con la loro encomiabile attività canora altissimi traguardi nazionali e internazionali diffondendo come nessuno la musica delle canzoni popolari sarde in Italia e all'estero. In particolare con l'unicità delle loro interpretazioni*



sia singole che d'insieme per avere diffuso nel mondo la melodia "No potho riposare" dell'avvocato e poeta sarulese Badore Sini rendendo prestigio e popolarità inusuali alla poesia, al poeta e al paese natio » =

Pour avoir atteint par leur louable activité de chanteurs de très hauts

objectifs nationaux et internationaux, en diffusant comme personne la musique des chansons populaires sardes en Italie et à l'étranger. En

particulier par le caractère unique de leurs interprétations tant individuelles que d'ensemble pour avoir diffusé dans le monde la mélodie 'No potho riposare', de l'avocat et poète de Sarule Badore Sini, en donnant un prestige et une popularité inhabituelles à la poésie, au poète et à son pays natal.

Vous pourrez écouter des chansons de Maria Carta et d'Andrea Parodi dans les émissions *Sono solo canzonette* de CouleursFM d'octobre et de novembre.



Jean Guichard, 26 septembre 2018